

ne fait guère plaisir à certaines sociétés multinationales qui préféreraient conserver le contrôle et la propriété de ces richesses canadiennes.

Le troisième grand objectif est de faire en sorte que les prix canadiens dans ce secteur ne soient pas déterminés par les cartels internationaux. A cet égard, nous avons réussi, pendant toutes les années 70, à maintenir les prix canadiens pour le pétrole et le gaz au-dessous des cours mondiaux, et souvent bien au-dessous. Nous ne l'avons pas fait en utilisant des mesures constitutionnelles arbitraires, comme des pouvoirs déclaratoires ou autres. Nous y sommes parvenus par la voie de négociations, longues et difficiles, entre les provinces productrices et les provinces consommatrices. La plupart de ces provinces, aussi bien productrices que consommatrices, étaient dirigées par un gouvernement conservateur. Ce n'est donc pas un mince résultat: obtenir que les conservateurs s'entendent sur quelque chose. J'ignore comment le chef de l'opposition y parviendra. M. Lougheed semble dire qu'il attendra pour rouvrir la question que les conservateurs soient au pouvoir. C'est parfait, nous sommes prêts à attendre encore longtemps. Mais, apparemment, il veut que les prix du pétrole et du gaz soient totalement libérés.

Quelle est la position du chef de l'opposition à ce sujet? Il y pense sérieusement. Il pense sérieusement à ce qu'il va dire, car s'il me donne une réponse, il fera plaisir au premier ministre Lougheed, et s'il m'en donne une autre ce sera aux premiers ministres Davis et Hatfield qu'il donnera satisfaction. Il ne pourra certainement pas contenter les trois. Par conséquent, il ne donne pas de réponse, il se contente d'attaquer notre politique. Nous avons donc une coalition des «antis». Pour chaque action, nous avons une réaction, et cette réaction négative nous vient des banquettes des conservateurs.

• (1450)

Le chef de l'opposition a pris à tâche de dire que la disposition de participation rétroactive était «particulièrement odieuse», «particulièrement inacceptable», comme si l'adjectif «rétroactive» n'était pas déjà suffisant. En fait, nous considérons la disposition de participation rétroactive comme un moyen de permettre aux Canadiens de prendre part aux découvertes qui sont faites grâce à leurs impôts sous la forme de stimulants ou de dégrèvements fiscaux. Mais c'est là une opinion, et je puis comprendre que le chef de l'opposition ne la partage pas. Il ne croit pas à l'État protecteur des intérêts du peuple, sauf lorsqu'il s'agit de l'État provincial, de l'État de Washington ou de quelque chose comme cela, mais pas de l'État canadien.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Que dira-t-il à M. Peckford? Non seulement il veut la participation rétroactive, mais il croit qu'une misérable participation de 25 p. 100 n'est pas suffisante. Il veut une participation de 40 p. 100. Quant à M. Buchanan, 25 p. 100 lui conviennent très bien, mais il veut sa part dès maintenant; il veut que le ministre la perçoive pour qu'il puisse toucher immédiatement l'argent.

Le chef de l'opposition a parlé de mettre un peu de tendresse dans les relations fédérales-provinciales. Qu'il aille discuter avec le premier ministre de Terre-Neuve! Qu'il aille un peu parler au premier ministre de la Nouvelle-Écosse et je puis lui assurer qu'il en reviendra fort attendri!

L'Adresse—M. Trudeau

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je ne veux pas trop m'attarder, monsieur le Président.

Des voix: Encore!

M. Trudeau: Alors, je poursuivrai donc encore un peu. Je devrais peut-être parler des problèmes internationaux.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Le chef de l'opposition connaît le mouvement pacifiste, nous dit-il, depuis déjà le 29 octobre 1983. Il connaît la question. Je me réjouis qu'il promette d'appuyer les initiatives du gouvernement. Il serait souhaitable, à mon avis, que nous abordions la question sans partialité. Il m'a demandé mon avis sur sa politique en huit points.

M. Nielsen: Sept.

M. Trudeau: Il les a énoncés, je crois, dimanche dernier devant un groupe, à Toronto. La plupart me paraissent acceptables. Un des points me pose une difficulté. Il s'agit de la première frappe. J'aimerais pouvoir demander au chef de l'opposition ce qu'il a en tête, car j'ai déjà entendu dire que son critique officiel en matière de défense et son critique officiel en matière d'affaires extérieures ne sont pas du même avis là-dessus.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Les conservateurs hochent la tête. Ils ne sont pas d'accord. Cela m'intéresserait de savoir ce qu'ils diraient si je venais proposer ici une modification radicale sur un point fondamental de la stratégie de l'OTAN. Je me demande s'ils ne trouveraient pas préférable d'en discuter plus discrètement. Si les conservateurs proposent de revenir sur l'engagement concernant la première frappe ou première utilisation, selon la signification qu'ils attachent à ces expressions, ils ne font pas nécessairement fausse route, mais il me semble que ce n'est ni le lieu ni le moment pour en parler.

Pour cette raison, je crois qu'il vaudrait mieux que je réserve pareille discussion à l'assemblée de l'OTAN, ce que nous faisons. Par conséquent, monsieur le Président, en ce sens, je félicite le chef de l'opposition de son ouverture d'esprit. Je ne tiens pas à acclamer toutes les idées qu'il avance, de crainte de me perdre aux yeux de nos alliés de l'OTAN. Je suis en tout cas disposé à en discuter avec lui ou avec son parti, à la Chambre ou ailleurs, et certes avec l'ancien chef de l'opposition, l'ancien premier ministre, qui vient d'être nommé à la tête d'un groupe chargé d'étudier le désarmement.

Je me souviens que, lorsque j'ai fait ma déclaration, le chef de l'opposition m'a conseillé d'un air un peu condescendant de ne pas soulever de questions qui pourraient causer de la confusion à l'OTAN et peut-être une certaine angoisse à Washington. Il m'a prêté, je me demande si je le cite correctement, des «illusions de grandeur». Je retire ces paroles. Je ne l'ai pas entendu personnellement, mais on m'a répété que le chef de l'opposition l'avait dit. Je sais que le député du Yukon (M. Nielsen) m'a accusé de me prendre pour un messie.

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: Mais pour cela encore, on proteste. Il n'a peut-être pas dit que je me prenais pour un messie, mais sans doute que je m'étais désigné comme tel.

Des voix: Oh, oh!